



Marie-Noëlle Battistel
Députée de la 4^{ème} circonscription de l'Isère

Infos Covid-19
semaine du 13 au 19 avril

EDITO

Dans la situation exceptionnelle que nous traversons, je souhaite pouvoir vous informer de la manière la plus transparente et la plus complète possible. Cette « lettre » hebdomadaire, brève et réactive, complétera les informations que j'ai l'habitude de vous communiquer par ma newsletter ou les réseaux sociaux. Elle sera l'occasion de vous transmettre les informations qui me sont données par l'Etat et les autorités sanitaires, de vous rendre-compte du travail réalisé mais aussi d'expliquer les positions prises et, finalement, de contribuer au débat. S'il ne saurait être question de déroger à l'union nationale indispensable à la sortie de crise, je souhaite contribuer, à ma place, à faire remonter les attentes, les interrogations et les problématiques rencontrées sur le terrain. N'hésitez pas à m'interpeller et à me solliciter, par retour de mail ou par voie postale.

Ma réaction à l'allocution du Président de la République le 13 avril

Le Président a pris la parole pour la 4^{ème} fois depuis le début de la crise sanitaire. On peut évidemment se satisfaire du ton et de l'humilité retrouvée par le chef de l'Etat dont la volonté semble être d'enfin rassembler tous les français et de trouver des solutions concrètes aux immenses problématiques que nous rencontrons. Accompagnement des entreprises, mobilisation médicale, renforcement des aides sociales notamment pour les travailleurs, les familles modestes et les étudiants... Ces réponses à l'urgence sociale vont évidemment dans le bon sens même s'il reste beaucoup à faire. Je suis heureuse que le Président ait pu saluer fortement les vertus, contestées hier, de l'Etat providence.

De nombreuses interrogations subsistent toutefois sur des sujets cruciaux en lien avec le « déconfinement » annoncé le 11 mai prochain. Cette date semble très ambitieuse et il serait souhaitable que l'avis du comité scientifique soit connu avant de « relancer la machine » pour éviter une deuxième vague de contamination.

Je suis, en particulier, inquiète concernant l'annonce de l'ouverture des écoles, collèges et lycées qui ne devront pas être seulement des « garderies » permettant aux parents de reprendre leurs activités économiques. Je souhaite que les collectivités locales soient accompagnées et soutenues pour offrir toutes les garanties d'accueil en sécurité dans les établissements scolaires.

Je suis aussi fortement interpellée sur le terrain sur la fourniture de masques « grands publics ». Après avoir beaucoup tergiversé ces dernières semaines, le Président annonce des masques pour tous les Français. Là aussi, il faudra préciser dans quelles conditions les collectivités

locales seront appelées à contribuer. Difficile en effet de prévoir la livraison de millions de masques d'ici quelques semaines seulement alors qu'un retard considérable a été accumulé et que les besoins restent criants pour les soignants... Il faudra, là encore, plus que des discours pour apporter des solutions concrètes à chacun.

Je reste, comme beaucoup de français, en attente concernant les tests et interrogative sur le traçage électronique évoqué. Nos Assemblées doivent débattre sur ces sujets et statuer collectivement pour que ces décisions cruciales pour notre sécurité et notre avenir soient prises par la représentation nationale et pas seulement par quelques personnes.

Comme beaucoup, je pense que le « monde d'après » ne pourra plus jamais être le même et qu'il nous faudra tirer les leçons de la crise que nous traversons et revoir nos priorités. Le Président a semblé ouvrir la possibilité d'imaginer « l'après » autrement. Là encore, sans faire de procès d'intention, nous serons attentifs aux actes de demain plutôt qu'aux déclarations d'aujourd'hui. Si applaudir de nos balcons tous les soirs les soignants et nos héros du quotidien est une marque de reconnaissance reconfortante, notre considération n'aura de l'écho que si elle se traduit par des moyens sonnants et trébuchants pour défendre demain notre système de santé.

Comme beaucoup de Français, je découvre avec étonnement l'approche humble et collective de ceux qui défendaient, hier, les politiques les plus libérales. J'applaudirai volontiers si ce changement se concrétise dans les faits. Le Président propose d'agir pour que demain viennent les « jours heureux ».

Nous y prendrons notre part.



Le groupe Socialistes et apparentés porte des propositions de loi pour lutter contre la crise du Covid-19

Depuis le début de la crise sanitaire, le groupe des élus socialistes et apparentés de l'Assemblée nationale, dont je suis membre, porte des propositions de loi afin notamment d'accompagner les entreprises et les salariés dans la crise financière qui débute :

- Proposition de loi visant à répondre aux entreprises victimes de pertes d'exploitation et qui n'ont pas reçu de dédommagement de leur assurance. Nous proposons la création d'une contribution exceptionnelle sur les assureurs qui abonderait le fonds de solidarité à hauteur de 500 millions d'euros.

- Proposition de loi visant à protéger les entreprises françaises cotées et les brevets qui sont devenus des proies « faciles » pour des investisseurs étrangers. Nous proposons que le Ministre de l'Economie et des Finances ait à donner son autorisation avant tout achat d'entreprise.

- Proposition de loi visant à traduire dans la loi l'engagement

du gouvernement d'interdire le versement de dividendes aux grandes et moyennes entreprises si elles veulent bénéficier des aides de l'État mises en oeuvre pour amortir les effets économiques de la crise.

- Proposition de loi visant à nationaliser Luxfer et Famar, entreprises nécessaires à l'indépendance sanitaire du pays.

- Proposition de loi visant à instituer un dispositif exceptionnel de chèques-vacances pour les personnels ayant assuré la continuité des services de la nation.

Retrouvez toutes les propositions du groupe socialistes en cliquant ici.

IVG : Il faut protéger les droits des femmes et maintenir l'accès à l'avortement

J'ai cosigné une tribune appelant à protéger les droits des femmes et maintenir l'accès à l'avortement en période d'épidémie de covid-19 et de confinement. Le soutien massif de près de 3500 médecins et élus de divers horizons a permis d'obtenir l'autorisation du recours à l'IVG médicamenteuse jusqu'à 7 semaines. L'IVG par téléconsultation a également été autorisée.

Mais cette victoire est en demi-teinte. Les spécialistes craignent que des demandes d'avortement tardif apparaissent au moment du déconfinement. Ils demandent donc au Gouvernement de leur donner la possibilité de faire des avortements selon la procédure simple, prévue par la loi française, jusqu'à 14 semaines.

Bien sûr, ce délai ne règlera pas l'ensemble des situations, mais avorter par aspiration sous anesthésie générale jusqu'à 14 semaines est techniquement facile à réaliser par des médecins formés, et permet une prise en charge ambulatoire. Une telle avancée permettrait de protéger de très nombreuses femmes. Je soutiens les professionnels de santé qui sollicitent ces décisions.

Il faudra tirer les leçons de cette situation et je compléterai mon rapport sur l'accès à l'IVG avec des solutions d'adaptation aux crises.

Faire remonter les problèmes

Pendant la crise, c'est notamment par l'intermédiaire du groupe socialiste et apparentés que nous interpellons le Gouvernement sur divers sujets liés à la situation actuelle :

- Interpellation du Premier Ministre sur l'école, accompagnée de propositions à retrouver en cliquant ici.

- Interpellation du Premier Ministre concernant la régularisation provisoire des sans papiers pour qu'ils aient les mêmes droits que les citoyens français face au virus et éviter ainsi un drame sanitaire.

- Interpellation du Premier Ministre pour qu'il autorise le versement de primes exceptionnelles aux agents de la fonction publique territoriale mobilisés dans la lutte contre le covid-19.

- Interpellations fréquentes du Premier Ministre et du Ministre de l'Economie pour lui faire remonter les difficultés des acteurs économiques des territoires face à la crise.

- J'ai signé une tribune demandant la transparence sur la situation sanitaire dans les Ehpad et l'accélération des livraisons de matériel de protection, et d'accompagner les collectivités qui ont acheté ce matériel, à retrouver en cliquant ici.

A la recherche de solutions

Les auditions, réunions de travail et prises de positions sont aussi l'occasion de proposer des solutions aux nombreux problèmes posés par la crise que nous traversons :

- J'ai signé une tribune visant à inciter les Français à se tourner vers des destinations françaises pour les vacances d'été afin de soutenir l'industrie touristique française.

- Lors des différentes auditions des Ministres, j'ai eu l'occasion de soutenir les horticulteurs qui ne peuvent pas écouler la plupart de leur production et la situation de la filière laitière, notamment de l'AOP Bleu du Vercors-Sassenage.

- Des échanges avec les responsables de La Poste ont permis de reprendre la distribution régulière de courriers et la réouverture de bureaux.

- J'ai pu faire part des difficultés des zones blanches numériques face à cette crise et les inquiétudes sur le tracking prévu par le Gouvernement lors d'une audition.